



Ouagadougou a abrité vendredi 25 juin 2010, sous la présidence de Blaise Compaoré, la première session extraordinaire 2010 du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST. Il s'est agi pour les membres de valider le document- cadre stratégique de lutte contre le VIH, Sida et les IST (CSLS) pour la période 2011-2015 d'un coût prévisionnel de 170,78 milliards de francs CFA.

Ils étaient près de cent trente membres du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST vendredi 25 juin 2010, à la salle des Banquets de Ouaga 2000 à prendre part à la première session extraordinaire de l'année de cette instance de décisions dans la riposte au VIH/SIDA au Burkina Faso. Avec à leur tête le président dudit Conseil, Blaise Compaoré, les membres ont fait un examen final du document-cadre stratégique de lutte contre le VIH, Sida et les IST (CSLS) pour la période 2011-2015.

Avant l'entame des travaux, le président Blaise Compaoré a tenu à féliciter et encourager les différents acteurs de la lutte : « je réitère mes vives félicitations au gouvernement, à l'administration publique et décentralisée, aux ONG, aux associations, à la société civile, ainsi qu'au secteur privé pour la vigueur de leur mobilisation. Les nombreuses actions engagées au cours des cinq dernières années ont permis une large sensibilisation de la population et ont été porteuses d'espoir pour des milliers de malades et de personnes affectées. »

Pour le président Blaise Compaoré, les acquis sont perceptibles dans les domaines de la prévention, de la prise en charge et de la mobilisation sociale. « Il convient donc, dira-t-il, de consolider ces acquis et de répondre à d'autres défis ». D'où la nécessité de l'élaboration d'un troisième cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST (les deux précédents concernent les périodes 2001-2005 et 2006-2010) pour la période 2011-2015.

Le président du CNLS-IST a indiqué que le présent CSLS 2011-2015 tire ses grandes orientations de la vision prospective Burkina 2025, de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) 2011-2016, de la Politique nationale de développement sanitaire (PNDS) 2011-2020 et de la stratégie du nouveau partenariat international pour la santé de la mère et du nouveau-né.

Le président Blaise Compaoré a interpellé les membres du Conseil à consolider la politique actuelle de promotion de la santé de la reproduction en valorisant les comportements positifs en faveur de la planification familiale de sorte à ce que le taux de prévalence continue de baisser et que le Sida devienne « une maladie comme les autres ».

Le cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST 2011-2015 repose sur cinq axes stratégiques, à savoir le renforcement des mesures de prévention de la transmission du VIH et

des IST et la promotion du conseil-dépistage et de la santé sexuelle et reproductive, le renforcement de l'accès aux soins et à la prise en charge médicale et communautaire des PVVIH, le renforcement de la protection et du soutien aux PVVIH et personnes affectées par le VIH et autres groupes spécifiques, le renforcement de la coordination , du partenariat et de la mobilisation des ressources.

Enfin, le renforcement de la gestion de l'information stratégique sur le VIH, le Sida et les IST. L'estimation des ressources nécessaires à l'opérationnalisation du CSLS 2011-2015 s'est faite sur la base d'un progiciel développé par Future Institute et mise en œuvre par l'ONUSIDA et dénommé « Resources need model ».

Se basant sur l'hypothèse que la séroprévalence du VIH chez les adultes de 15 à 49 ans devrait passer de 1,20% en 2008 à 1,12% en 2015, les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre du CSLS sont estimées à 170,78 milliards de F CFA. Le financement déjà acquis ou annoncé s'élève à 50,67 milliards de F CFA, soit 29,70% des besoins totaux. Il se dégage un besoin financier de l'ordre de 120,10 milliards de F CFA. A cet effet, le président du Faso et président du CNLS-IST espère un appui international régulier pour la bonne conduite du cadre stratégique.

Ismaël Bicaba (elbicab@gmail.com)

Sidwaya